

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 18 avril 2023

ST/A-2023-319

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise BAROUSSE sise 1 rue Camille Claudel 33500 LIBOURNE dans le cadre des travaux de restructuration de l'église St Jean Baptiste, livraison de pierres par l'entreprise DAGAND.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement dans le quartier.

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - Le mercredi 3 mai 2023 à partir de 9h00,

- Le stationnement sera interdit rue Jules Simon dans la partie comprise entre la rue Lamothe et le Cours des Girondins, pour laisser l'accès aux camions de livraison de pierres.
- Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.
- La Police Municipale se chargera de réguler la circulation pour le cheminement des camions.

ARTICLE 2° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La signalisation nécessaire sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 4° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le dix-huit avril deux mille vingt-trois.